

Procès-verbal de l'assemblée sectorielle BIO du 29/03/2023 – Version définitive

I. Identification du document :

Type de document	Procès-Verbal
Titre du document	PV de l'Assemblée sectorielle BIO du 29/03/2023 – version finale
Responsable de la préparation du document	Thomas SCHMIT, Katleen SIMON
Date de publication	/
Validé par	/
Annexe(s)	Liste des participants PP de la réunion PP de présentation du Pr P. BARET

II. Ordre du jour

1. Désignation d'un président de séance
2. Validation du PV de l'Assemblée sectorielle du 03/11/2022
3. Point d'information sur les dossiers en cours
4. Présentation du Pr P. Baret sur la place de l'animal dans le système agricole et dans le système agricole Bio
5. Discussions sur cette thématique
6. Points divers

III. Désignation d'un président de séance

Le président de séance est Thomas SCHMIT.

IV. Validation du PV de l'Assemblée sectorielle du 03/11/2022

Le PV de l'Assemblée Sectorielle du 03/11/2022 est disponible sur le site internet du Collège des Producteurs (<https://collegedesproducteurs.be/publication/pv-de-lassemblee-sectorielle-bio-2022-s2/>). Celui-ci est approuvé.





V. Point d'information sur les dossiers en cours

Une présentation du Collège des producteurs est donnée par Thomas en expliquant qu'au Collège, les producteurs sont accompagnés par des chargés de mission.

Il y a 4 représentants du Collège pour les producteurs Bio : Isabelle MARTIN, Philippe ANDRE, Charles-Albert DE GRADY et Dominique JACQUES.

Le Collège des producteurs a trois missions : recenser et faire valoir les avis des producteurs, informer de la manière la plus neutre sur les sujets polémiques et travailler au développement de filières.

Ainsi que d'autres initiatives telles que : l'interface producteurs-distributeurs, le Prix juste producteurs, celagri, Easy agri.

L'Interface Producteurs-Distributeurs

L'objectif est d'augmenter la part des produits locaux dans tous les segments de distribution B2B, de faire rencontrer l'offre et la demande mais plus spécifiquement des franchisés (grandes surfaces franchisées). Un participant fait remarquer qu'il est important de parler de produits bio locaux en mettant le bio avant le local. Thomas précise que l'interface travaille sur les produits Bio mais pas que Bio.

Il y a diverses actions qui sont menées (voir PP p.6 pour les contacts)

La dernière action lancée étant la mise à disposition de codes-barres pour les producteurs.

Recherche/encadrement-> appel à projet lancé en 2022 de +/- 2 000 000€ dont 7 projets qui ont été retenus. Ce sont des projets courts termes avec des résultats concrets dont les résultats sont attendus pour fin 2025.

Les 7 projets :

- La mise au point et l'évaluation de nouvelles solutions répulsives, dans le cadre de la production des semences, face aux corvidés en maïs (CIPF)
- La fertilisation de culture, en agriculture Bio, avec des produits issus de fauches de prairies temporaires.
- La valorisation des asticots de mouche, soldats noirs comme source alternative de protéines, en nutrition du porcelet post sauvage.
- La co-culture pour maîtriser les adventices, en grande culture biologique.
- Les nouveaux agents de biocontrôle biologique des maladies du pommiers «bee-friendly ».
- La valorisation des nouveaux bio-fongicides efficaces en champs et actifs contre les agents de Mildiou.
- La co-construction et la validation d'itinéraires techniques, pour la production de protéagineux, en association avec l'agriculture bio, en vue de soutenir le développement de filières associées.

A noter : dans le budget qui est prévu pour le plan Bio, il y a un budget additionnel de 100 000€, qui peut être activé pour des thématiques urgentes, + une action spécifique centre pilote de 150 000€ en discussion.

Filière

Les plans de filières viandes bovines et céréales feed ont été finalisés en 2022. Et cette année, les plans de filière Bio, les plans de céréales food, horticulture comestible et porc sont lancés, en vue d'élaborer une feuille de route. Thomas informe que les acteurs de filière intéressés à participer à ces travaux peuvent contacter Vincent ou Camille du Collège qui sont ici présents.

Formation

Il y a eu un appel à projet, pour une structure qui coordonne tout ce qui est formation, dans le bio C'est Biowallonie + le crabe + Formaform qui s'occuperont de cela.

Question d'un participant sur la portée et le public visé par cette action



Précision de Biowallonie et du CRABE : les formations ici concernent donc, des formations scolaires, dont l'objectif est de former les formateurs, et d'inclure le bio au niveau de la formation agricole en général.

Action financée avec +/- 400 000€ pour 4 ans.

Promotion

Budgets additionnels de 270 000€, qui ont pu être dégagés, pour les actions de promotion spécifique Bio.

Thomas fait passer un questionnaire sur la manière d'utiliser les budgets :

Voici les infos récoltées à partir des fiches distribuées lors de l'assemblée sur l'utilisation du budget supplémentaire :

-Sur 24 fiches :

	TV	Radio	Presse écrite	Facebook en particulier	Tous les réseaux sociaux	Actions en GMS	Mailing	Plus de visibilité pour les 2 campagnes
Combien de personnes ont coché	20	18	11	4	12	6	1	3

Certains précisent :

Davantage d'affichage urbain et sur les autobus

Com. axée vers le consommateur / bienfaits sociétaux du bio

Action provocatrice choc

Ne pas toucher les gens déjà convaincus

Presse écrite doit être presse générale (Métro)

Bosster Mabio / campagne transfor => toucher les transformateurs non bio

->L'idée générale : atteindre le consommateur à travers les médias de masse.

La campagne de 2023 -> « le bio, pas une mode, un mode de vie » et le focus pour 2023, est sur le consommateur.

Les consommateurs intéressés à participer à la promotion du secteur peuvent contacter l'APAQ-W

Un baromètre de la consommation de produits Bio a été publié, et thomas reprend quelques chiffres et informations :

C'est l'observatoire de la consommation qui l'a réalisé : une meilleure connaissance du logo nature et progrès, ceux qui consomment déjà du bio vont en consommer plus à l'avenir, tandis que ceux qui n'en consomment pas ou peu, envisagent d'en consommer encore moins.

L'écart de prix entre les produits bio et non bio a tendance à diminuer, et pour le consommateur, manière intuitive, l'écart est de 29% plus cher.

Les produits bio les plus consommés sont : les fruits et légumes, les œufs, le fromage et les pommes de terre.

50% des produits bio sont achetés en grande surface

Ce qui motive les consommateurs à augmenter leurs achats bios c'est l'impact positif sur la santé, la qualité des produits, l'impact positif sur l'environnement, le bien-être animal et le soutien à une économie locale

Ce qui freine les consommateurs à augmenter leurs achats bio c'est le prix, l'accessibilité et une préférence pour des produits locaux.



Législation (voir PP p.9)

Les dérogations pour les corvidés ont été discutées, il y a une procédure qui existe et qui est simplifiée : Les producteurs peuvent prendre contact avec Biowallonie, Fugea, Fwa et Unab pour faire des demandes anticipées.

Muriel informe sur deux problématiques pour le Bio et le conventionnel : il y a une nouvelle réglementation pour l'utilisation des plastiques et aussi le cachetage des œufs à la ferme et non au centre d'emballage.

Information sujets polémiques : métaux lourds en maraichage diversifié, nouvelles techniques génomiques, utilisation d'emballage plastiques en bio et à venir : utilisation du cuivre et mycotoxines

Autre

Apaq-w : Dates de la semaine du Bio du 03 au 11/06/2023. Un participant demande des informations complémentaires sur la promotion de la semaine bio. Les agriculteurs intéressés peuvent encore s'inscrire pendant une dizaine de jour.



VI. Présentation du Pr P.Baret sur la place de l'animal dans le système agricole et dans le système agricole Bio

La place de l'animal dans le système agricole et dans le système agricole Bio par Philippe BARET

Le cœur du réacteur agricole

Une Introduction est donnée avec, pour rappel, que depuis l'Antiquité, l'intégration agriculture-élevage a assuré la boucle de fertilité.

Cette boucle s'est brisée depuis le début du 20^{ième} siècle, suite à deux évènements convergents : d'une part, l'apparition des engrais chimiques, qui s'est substitué aux engrais organiques et, d'autre part, la motorisation et donc, la disparition de la nécessité des animaux de traits.

Le système agricole (PP, p3,4,5,6), est un système qui consiste à transformer du soleil en Snickers ou du soleil en sucre, par le mécanisme de la photosynthèse, avec donc ce mécanisme, qui va permettre le développement des cultures, et le développement des prairies, et qui va nous fournir une nourriture végétale et animale.

Dans cette boucle de photosynthèse, un élément clé est la fertilité des sols qui est nécessaire, pour que la photosynthèse fonctionne. Cette fertilité des sols est assurée, essentiellement, par les animaux (dans un système classique).

Si vous supprimez les animaux, vous avez deux phénomènes qui se passent avec d'un côté la disparition des prairies qui deviennent inutiles, et qui sont remplacées, par exemple, par des forêts et de l'autre, la nécessité de ramener la fertilité dans le sol, avec autre chose que de l'engrais organiques et donc, devenir de plus en plus dépendant des engrais chimiques.

Un système intégré agriculture élevage est normalement, en théorie, ce qui est le plus favorable au climat et à la biodiversité.

Une grosse nuance sur le climat parce que les animaux sont des contributeurs majeurs aux changements climatiques, par l'émission de gaz notamment de méthane. Pour la biodiversité il n'y a pas de contestation : moins d'animaux –c'est moins de prairie –donc moins de biodiversité.

Une question de cycle

L'enjeu est donc un enjeu de cycle, si on pense « la place » de l'animal dans l'agriculture ou de l'élevage. C'est comme s'il demandait une place mais en fait, il ne devrait pas demander une place, il fait partie d'un cycle.

Le cycle où intervient essentiellement l'animal est : celui de l'azote ou il joue un rôle important.

(PP, p7, voir le schéma) Comment assurer le cycle de l'azote à l'échelle de la Wallonie.

Le schéma représente les limites planétaires donc, pour être dans les limites d'un fonctionnement planétaire correct en 2050, pour la couche d'ozone ça va mieux, mais il y a un dépassement dans la biodiversité et l'azote. La problématique du climat, c'est moins grave que l'azote selon les experts.

Un enjeu de limite : (PP, p8)

L'azote est vraiment quelque chose qui a un impact majeur, et si vous descendez à une échelle locale, l'azote a aussi un impact majeur sur la question de l'eau. L'azote est donc au cœur d'une approche circulaire, et on est donc, vraiment dans une impasse.

Les recettes de l'impasse

On s'est lancé dans une logique d'hyper spécialisation à la fois en production et dans l'organisation des chaînes de valeurs. L'hyper spécialisation n'est pas un choix des producteurs/trices mais plutôt d'organisation des chaînes de valeurs.

Pourquoi on est dans une impasse ?



- Côté culture, on est dans une impasse parce que d'une part, on a un besoin énorme en engrais azoté et ces engrais azotés ont un énorme impact climatique.

Ainsi que la baisse de la matière organique dans le sol avec des enjeux de structure des sols et l'enjeu d'érosion.

- Côté élevage : 3 grands problèmes :
 - La dépendance aux importations de soja, avec des impacts énormes en termes de déforestation et de climat.
 - L'augmentation de l'élevage hors sol, qui diminue l'usage des prairies donc, on perd des prairies chaque année.
 - Des exportations incohérentes (poudre de lait qui part en Afrique)
- Et du côté du bio :
 - il y a une nécessité de boucler le cycle de la fertilité
 - Quelle trajectoire pour le bio ?
 - La question du local

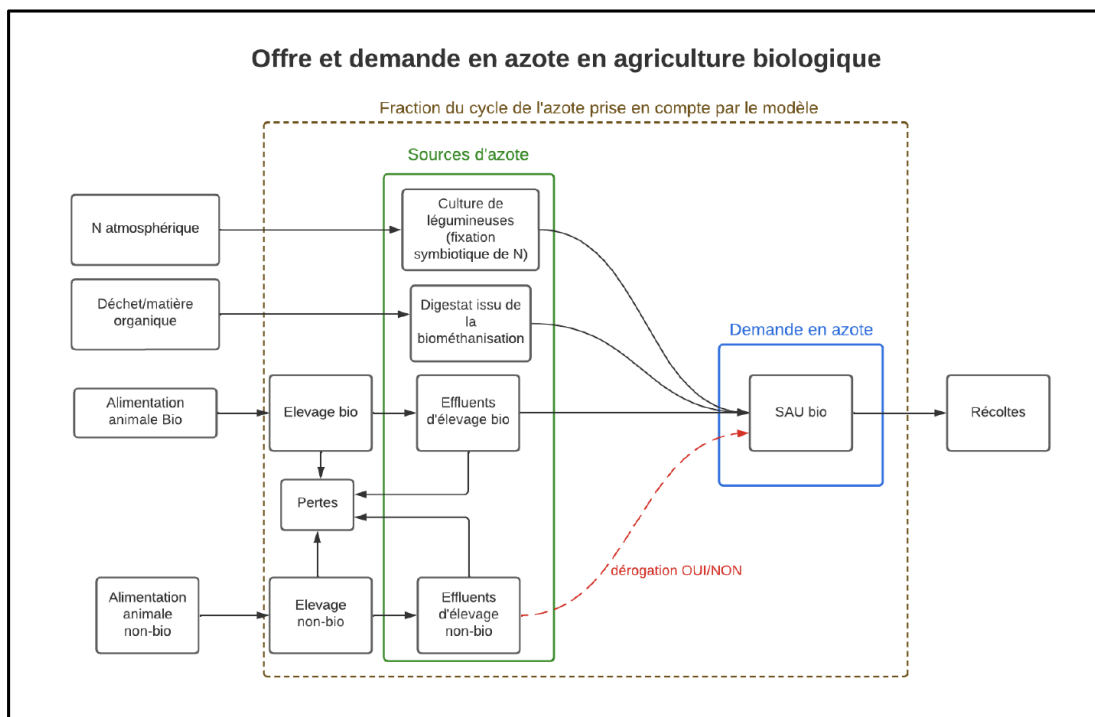
Le secteur du bio très déséquilibré

On a une majorité de prairies

Quels usages, quelles finalités aux productions bio wallonnes ? Monsieur BARET pose la question. Les discussions doivent se faire sur les productions et sur les usages de ces productions.

Un autre problème c'est comment atteindre l'objectif des 30% en 2030 ? personne n'a dit 30% comment ? de quoi ? c'est un vrai problème si on ne sait pas se projeter, on ne sait pas comment on va atteindre les 30% !

La question de l'azote et du bio - Un travail d'étudiant





Une série de sources d'azote avec la demande liée à la superficie agricole en bio, et la question est comment on répond à cette demande en azote, au départ des différentes sources ?

Ces différentes sources sont d'une part, de l'azote atmosphérique avec les cultures de légumineuses, d'autre part, des choses qui peuvent, par exemple, venir de la biométhanisation, 3ième source, des élevages bio qui nous donnent des fumiers bio, et les élevages non bio qui nous donnent des fumiers non bio-> arrivent alors en rouge, la possibilité de la dérogation.

Ce travail est un travail d'étudiants : des chiffres à prendre avec grande prudence mais qui ouvrent le débat.

Ils ont regardé ce qu'il y avait dans l'offre et la demande, et ils ont fait 2 scénarios :

1) Un scénario tendanciel-> Bio 18%

Pourquoi 18% ? si on prolonge les courbes d'aujourd'hui c'est là où on arrive en 2030.

Dans ce cas ci-dessous, il y a une certaine demande, à la fois dans les cultures, et dans les prairies, pour avoir de l'azote. Cette demande, on peut la couvrir avec des effluents bio et non-bio sous certaines conditions.

Sans les effluents non bio, on a un déficit de 6000 tonnes, d'où l'intérêt de refaire les calculs.

2) Un scénario 30% bio en 2030. Le déficit est de 17 000t. Un participant souligne l'enjeu de l'alimentation des volailles et du déficit qui pourrait être plus important si on réduit les importations et relocalise ce type de production. Un autre participant partage une information sur le plan stratégique qui vise à augmenter la part de culture et va donc renforcer ce problème de déficit.

Dérogations (PP, p16)

Selon les étudiants, la dérogation n'est pas du tout claire.

Précisions de Philippe Grogna et d'autres participants : Ce n'est pas une dérogation : dans la réglementation Bio, il y a une annexe au niveau européen, qui reprend les différentes substances, matières, qu'il faut utiliser pour la fertilisation Bio, et là, il est marqué que les effluents provenant d'élevages non industriels peuvent être utilisés comme fertilisants : ce n'est pas une dérogation : cela doit être notifié, c'est contrôlé mais il ne faut pas faire une demande de dérogation.

La question de cette dérogation est de dire soit, on pense le bio comme un système qui est autonome, et qui a sa justification hors du système conventionnel, soit on pense le bio comme un système articulé avec le système conventionnel, alors il faut négocier l'articulation, pour éviter les confusions.

Et en pratique ? comment peut-on assurer ce cycle entre agriculture et élevage ?

Revenir en arrière ? :

Le but est de ne pas revenir en arrière, par contre, ce qui est important est de bien redonner du sens à ce qu'on fait. Il faut travailler sur des pratiques d'avenir qui s'inspirent des pratiques du passé.

Mr BARET s'inspire de deux modèles (Cantogther illustrations reprise de collègues Français)

-On peut travailler à l'échelle de la ferme



Ce qui demande une grande réflexion par type de production, pose la question sur les charges de travail, ainsi que la difficulté de transition entre les exploitations spécialisées aujourd'hui vers des exploitations qui reviendraient en polyculture-élevage.

-A l'échelle du territoire

C'est plutôt des conventionnements entre des éleveurs et des agriculteurs, qui permettraient de reboucler les cycles.

Il y a plusieurs modèles de bouclage comprenant deux dimensions : une spatiale et une temporelle. Et soit on travaille dans une logique de coexistence, ou on va commencer à faire des échanges, soit il y a des systèmes qui doivent être pensés directement en complémentarité.

Le gros problème en agriculture, c'est qu'on a cru qu'on avait un super bon modèle jusque 2000-2010, et maintenant, on sait qu'on en a un mauvais, et on voudrait bien être dans le bon : l'idéal serait de recommencer d'une page blanche, car on est parti dans la mauvaise direction.

La solution est de se dire où veut-on aller, où est-on aujourd'hui, et comment on va d'aujourd'hui à ce point-là...

Réfléchir par type de production (PP, p20- www.agriculturesnouvelles.be) intégration à petite échelle de l'élevage par rapport au maraichage.

C'est donc, pour rappeler que les solutions, elles sont en fonction des types de systèmes.

L'idée, est d'avoir quelque chose de symétrique, où dans les systèmes de culture, on produit la nourriture pour les animaux et dans les systèmes d'élevage, on produit, notamment, les fertilisants pour le système de culture.

Ce qui est important, c'est que ça implique que ce n'est pas simplement un échange de matière, c'est un accord sur la façon dont les 2 exploitations vont s'organiser, et ensuite la façon dont elles vont organiser leurs échanges. Alors se pose la question de l'échelle. Jusqu'à quelle distance peut s'envisager cet accord

Un participant donne aussi l'exemple du berger qui fait pâturer les couverts à ses moutons

La place de la bio-méthanisation ?

Propriétés des digestats ?

Quand vous avez de l'élevage de montagne en Italie, et que vous avez des demandes dans la plaine, vous n'allez pas transporter des fumiers du haut des montagnes d'Italie vers la plaine ? Par contre des digestats de Bio-méthanisation, c'est nettement plus léger, et plus concentré en matière organique, et donc, il est intéressant de le faire sur des digestats.

Il y aura donc une tension entre le type de production qu'on va avoir, et la distance pour laquelle on va le transporter.

Situation du bio ?

MR Baret pose la question de la pertinence des digestats dans un système agricole et surtout en Bio ?

-Philippe Grogna : on peut utiliser des digestats en Bio mais sous certaines conditions, ça dépend aussi des matières qui sont dans les digestats et la traçabilité qui est associée.

Il y a plus un problème par rapport au fait qu'on concentre, ça dépend sous quelle phase ou sous quelle forme on sort le digestat (concentré, séché, déshydraté).

Ce n'est pas forcément aussi simple que ça.

- Un autre participant : on présente le digestat comme de la matière organique mais ce n'est pas vrai, ce qu'on met dans le digesteur, c'est de la matière organique, et ce qui en sort il reste 2% de carbone et le digesteur, c'est pour produire du méthane et dans le méthane, il y a le carbone, ça veut dire que le carbone qui était dans la matière, et qu'on a mis dans le digesteur, il est passé



surtout sous forme de méthane donc on ne peut pas dire que ce qui sort, c'est de la matière organique. Et ce qui manque dans les terres, c'est de la matière organique. Réponse d'un autre participant : le process de biométhanisation laisse autant de carbone qu'un process de compostage long.

- Un autre participant évoque la problématique de la concurrence des terres pour alimenter les digesteurs

Pour anticiper, les scénarios (PP, p23)

La question : comment on change le mélange ?

Ce mélange va évoluer dans le temps : ce n'est pas de savoir quel est le bon modèle, mais de savoir est- ce que dans le mélange, je dois mettre une étiquette très noire sur le digestat, car je le considère comme les énergies fossiles dans le mélange énergétique, ou une étiquette intermédiaire, comme on l'a mis pour le gaz.

-Premier changement de regard

L'élevage : circulaire, diversité et multifonctionnel

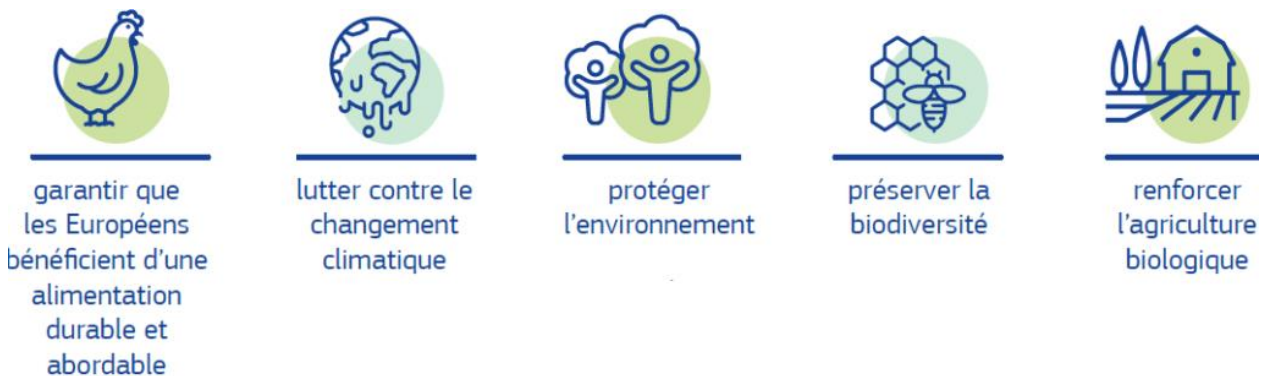
Il oblige à changer le regard, car il a un rôle dans le cycle de l'azote, dans le maintien des prairies et dans la diversification des cultures.

-Deuxième changement de regard :

Quelle place donne- t-on aux prairies ? Le bio, ce n'est pas que des fruits et légumes, il y a aussi la question du bio et du local.

Un point important à mettre en avant, est de limiter les risques liés aux pesticides et le lien au sud comme exportateur.

Pour cela il y a donc des stratégies (ex : farm to fork) et ses stratégies vont se décliner en scénarios :



Le scénario le plus proche de ce qui nous occupe est celui de TYFA (PP, p 27)

Scénario orienté vers l'intégration production animale et végétale : deux problèmes ressortent de ce scénario :

D'une part, c'est un scénario européen et donc, ce sont des calculs à l'échelle européenne, et donc très difficile à décliner à l'échelle wallonne, et d'autre part, que c'est un scénario vers une agriculture agroécologique. Echange entre les participants sur le terme « agroécologie ». Ça n'a pas de sens de mettre des pesticides dans l'agroécologie. L'agroécologie qui est prônée maintenant en Wallonie c'est pour tuer le bio. Partage sur les enjeux de marché entre agroécologique / agriculture de conservation / bio. L'agriculture de conservation a réussi à faire disparaître du narratif les pesticides.



Ce scénario de Tyfa est un scénario où on va augmenter les superficies des prairies de façon assez volontariste, avec une diminution de l'élevage.

Un gros problème de toutes les scénarisations pour la Wallonie c'est qu'on finit toujours avec trop de prairies.

Pourquoi trop de prairies ? Prenons un scénario où on nourrit les Wallons et les Bruxellois avec le territoire de la Wallonie.

A la fin du calcul, vous arrivez à la conclusion, qu'il faut un peu plus de surface de cultures, à condition de ne plus exporter de pdt, betteraves, etc... et puis, vous avez trop de prairies, car on doit manger moins de viande et donc, on change le régime alimentaire et vous finissez avec trop de prairies.

Dans d'autres scénarios d'auto-suffisance alimentaire, on se retrouve aussi avec trop de prairies (en conventionnel). Remarques de plusieurs participants sur les paramètres à prendre en compte dans les modélisations : matière organique, sol équilibré.

Le deuxième point qui pose problème, c'est la disparition du bio dans les scénarios donc, à cause de l'agroécologie, de l'enjeu viande, il n'y a pas beaucoup de scénario sur du bio.

Il y a donc deux enjeux dans les scénarios : d'une part, quel statut on donne aux prairies et d'autre part, la place que le bio prend dans les scénarios, sachant que nous n'avons pas beaucoup de donnée bio avec la question des pesticides.

Conclusion

- 1- Une double complexité entre bio et élevage.
- 2- La clé d'une réflexion, ce sont des changements organisationnels, ce n'est pas une amélioration des pratiques, soit à l'échelle de la ferme, soit à l'échelle des territoires.
- 3- Rappeler que les scénarios sont un élément clé pour trois choses :
 - cela sert à faire du plaidoyer
 - se situer
 - suivre les trajectoires

Un verrouillage majeur : l'accès aux données, à la fois les données des pesticides, les données de consommation et les données d'usage des produits.



VII. Discussions sur cette thématique

-Isabelle : je voudrais bien repartir du rapport Tyfa : on parle toujours de la résilience alimentaire ou de la souveraineté alimentaire et pourquoi n'incluons-nous pas la résilience vestimentaire, les cultures changeraient et on pourrait redynamiser le territoire ?

-c'est une bonne idée. Cela replace l'animal au centre du débat : oui pour la laine, mais pas pour le chanvre et le lin.

- Un participant témoigne sur son système maraichage diversifié / petit élevage (cochons, mouton, ...) et ses limites : pas de problèmes pour vendre la viande mais les synergies possibles sont quand même limitées (fauche, production de fourrage / tonte / tassement de sol / surplus de travail). Le porc plein air a des côtés intéressants. Difficulté avec la surcharge de travail. Le maraichage est sur petite surface donc il faut prévoir de produire du fourrage. Globalement ça vaut la peine, il s'y retrouve financièrement et ça attire des gens (autocueillette). Permet de tester des choses qui pourraient être envisagées à plus grande échelle (ex : pâturage des couverts par les moutons).

-Daphnée (éleveuse de Canard à Herve) elle aimerait savoir comment ils peuvent organiser leurs rotations entre producteurs, sur une même parcelle qui est au départ de +/-3.5 ha en dehors du maraichage... l'envie de partages et d'idées. -> Conseil d'aller voir Biowallonie et le CRA-W

-Hélène pose la question de l'importation de viande et de ce qui est proposé dans l'Horeca. Réponse : il faut bien comprendre la différence entre trajectoire et scénario : les scénarios donnent une direction à suivre, les trajectoires définissent comment avancer pas à pas. Il faut d'abord des scénarios et puis agir pour avancer dans la direction définie. Ex : il faut relocaliser mais pourquoi pas penser la désinternationalisation de l'agriculture. Hélène pose la question de la viande importée et des conditions de production en dehors de l'Europe. Echange de point de vue sur la PAC et l'aide couplée. C'est quoi le projet pour l'élevage ?

-Isabelle : je n'ai pas bien compris le fait qu'on ait trop de prairies, alors que déjà il n'y en a pas.

-Philippe : en Wallonie, il y a 350 000ha de prairies et 350 000ha de cultures, et il y a 5 millions de personnes à nourrir pour les Wallons et les Bruxellois.

Si on compte qu'ils mangent mieux que maintenant, c'est à dire moins de viande et + de légumineuses, et + de légumes, on a besoin de +/- 360 000 ha de cultures et de +/- 200 000ha de prairies. C'est pour ça que qu'il y a trop de prairies. Même en bio, même en réduisant la charge à l'hectare.

-Didier : Est-ce que le bilan prend également en compte les apports d'aliments importés pour l'élevage ? Parce qu'en faisant des calculs de souveraineté alimentaires pas de problème pour nourrir la population wallonne en ayant moins d'allaitant, plus de laitier mais en valorisant au maximum l'herbe. Alors ça fonctionne. – Réponse de Philippe : vous vous êtes parti des surfaces de prairie, nous on part de la demande, c'est une autre logique qui aboutit à ces conclusions.

-Quentin : par rapport aux scénarios, dans quelle mesure est pris en compte le point de vue microéconomique de l'impact de chacun, sur la trésorerie, sur la rentabilité, parce qu'on sait qu'il y a des choix qui ne sont pas logiques de ce point de vue-là ?

Philippe : on va mettre à disposition des instances wallonnes un outil pour une simulation de parcelles calqué sur un outil français (<https://parcel-app.org/>)

Les gens de PARCEL : la première fois, pour leur simulation, ils ont pris les caractéristiques des ménages, les caractéristiques des agriculteurs, et quand ils ont fait leurs calculs ils se sont rendus compte qu'ils arrivaient au double des chiffres réels. -> quand on extrapole les données microéconomiques vers la grande échelle, on ne tombe pas juste. Quand on redescend ça marche mieux. Pour ce type de travail on ne peut pas travailler comme un microéconomiste.



La question de la rentabilité : la rentabilité de l'agriculture, c'est un mensonge parce que l'agriculture est subsidiée, et parce que les prix sont des mensonges. Si on veut répondre à cette question-là, il faut les 3 dimensions, c'est-à-dire les scénarios qu'on appelle flux physique, la question de la rémunération du travail de l'agriculteur et la question du prix pour le consommateur. Ce serait vraiment bien qu'il y ait plus de jeunes économistes qui s'intéressent à l'agriculture.

Philippe Mattart : vous avez parlé des hypothèses de l'INRAE, que pour vous l'INRAE soulève, que pour assurer le matching entre la disponibilité de l'azote destiné au développement de l'agriculture biologique il faudrait une diminution de l'élevage pour voir le rééquilibrage, est-ce que ça ne suppose pas non plus, une diminution de la production alimentaire générale ? Inrae dit que selon leurs hypothèses, il faudrait diminuer la consommation humaine de l'ordre de 25% en valeur calorique, et également diminuer le gaspillage alimentaire de 50%, est-ce qu'il y a des pistes stratégiques pour développer cette stratégie de diminution de la production alimentaire générale, ou du gaspillage alimentaire ? Est-ce que tout un chacun est prêt, à voir la superficie agricole en Wallonie diminuée de 750 000 ha à 550 000ha ?

Philippe : la gestion du débat, si on vient maintenant dans le débat public, avec cette idée de dire, on a besoin que de 500 000ha au lieu de 750 000 ha, ça ne va pas aller.

Il y a donc, un gros enjeu pour le monde agricole d'une part, à se réconcilier avec le monde de l'alimentation, et un gros enjeu politique.

La stratégie que Philippe plaide, c'est une stratégie non normative c'est-à-dire de dire, il y a plusieurs options et venir directement avec les plusieurs options sans venir avec le chiffre ainsi.

La question sur manger moins : le système alimentaire actuel est un système où on marche sur la tête, puisqu'il est basé sur une nourriture à bas prix et un système de publicité, qui pousse à la consommation et au gaspillage.

La création de valeurs, aujourd'hui dans le secteur de l'alimentation, doit se faire autrement que par un modèle bas prix et gros volume.

-Didier : Afin de clarifier, les scénarios visent à la souveraineté alimentaire ce qui met en avant un excès de prairies, qu'en est de l'autonomie en terme de fourniture d'azote pour soutenir la production des terres cultivées ? Dans ce cas il n'y a pas trop de prairies ? Réponse : effectivement on part de la souveraineté alimentaire et le facteur azoté n'est pas pris en compte pourtant c'est très important. D'ailleurs dans le bio il y a deux objectifs : donner à manger au gens mais pas que, c'est aussi de conserver notre patrimoine commun. Non on ne peut pas réduire les animaux à des sacs de protéines.

VIII. Points divers

/



IX. Liste des participants

Non producteurs

Ayral Astrid	FUGEA
COLOT CATHERINE	SOCOPRO
Conotte Laurent	SPW ARNE
Courtois pierre	SPW
DECRUYENAERE Virginie	CRA-W
Detienne Virginie	CRABE
Duerinckx Alexandre	CRA-W
Eck Mathilde	SOCOPRO
Ghilain Myriam	CRABE
GROGNA Philippe	BIOWALLONIE
Housen Claire	APAQW
Huybrechts Muriel	SOCOPRO
Jamar Laurent	CRA-W
Joubert Camille	SOCOPRO
Legrand Quentin	SOCOPRO
Mattart Philippe	APAQW
MOERMAN Marie	CRA-W
Pautré Vincent	SOCOPRO
Quaghebeur Céleste	Fédération wallonne de l'agriculture
Regibeau Cyril	AWE
Roda Mathilde	Nature & Progrès
STILMANT Didier	CRA-W
VANVEUREN Romain	
Vilour Hélène	CertiOne
Vogt Marilyne	APAQW

Producteurs

Collienne Daniel
 Grevisse Andre
 Harmant Bruno
 Jacquemart Valentine
 Jacques Dominique
 Lemaitre Daphné
 Loeckx philippe
 Martin Isabelle
 Philippe André
 SOC agr de grady soc de Grady



PV-AS-BIO-03-11-22
-VF.pdf



230224 AS bio
présentation.pdf



Présentation de P.
Baret.pdf